



Comment encourager des initiatives citoyennes?

Réflexions à partir d'expériences de terrain
et de rencontres entre collectifs, citoyens
et associations





Periferia aisbl

Rue de la Colonne, 1
1080 Bruxelles

contact@periferia.be

+32 (0) 2 544 07 93

www.periferia.be

Rédaction et conception graphique : Periferia aisbl

Edition 2013

Toute reproduction autorisée et encouragée sous réserve de citer la source

Dessin couverture : Arnaud Bilande

« Faut-il une menace ou un projet spécifique pour que ça bouge dans le quartier ? Les habitants seraient-ils incapables de se concerter et s'organiser pour penser leur quartier ? »

« Faut-il l'appui des pouvoirs publics ou d'une association ? L'arrivée d'un animateur externe pour penser des investissements et l'amélioration de la vie du quartier, n'est-elle pas à la fois porteuse de nouvelles opportunités, et en même temps d'un risque de reporter sur un acteur extérieur la responsabilité du dialogue entre les pouvoirs publics et la population ? »

« Comment profiter de moments de mobilisation autour de projets pour renforcer les citoyens dans leurs capacités à faire bouger leur quartier ? Et pour arriver à maintenir le dialogue avec les élus ? »

Partir de nos questionnements

En tant qu'association, Periferia est souvent sollicitée par les pouvoirs publics pour mettre en place et animer des ateliers participatifs qui ont pour but de penser des aménagements de quartier et des espaces publics, d'analyser des budgets publics ou d'élaborer des recommandations pour la participation...

Conscients que notre implication est limitée dans le temps et soucieux des suites possibles, nous souhaitons réfléchir aux meilleurs

moyens/dynamiques/instruments à mettre en œuvre pour que, quand se conclut la démarche participative que nous animons, le processus de dialogue entre citoyens et pouvoirs publics puisse se poursuivre.

Trouver des réponses collectivement

Persuadés que les réponses à ces questionnements se trouvent au sein des quartiers et doivent être élaborées avec les collectifs citoyens et associations, nous avons proposé à des personnes de différents quartiers et associations ayant participé à ce type d'ateliers, de se rencontrer pour échanger autour de la question:

« Comment permettre qu'une dynamique participative se maintienne au-delà d'un projet spécifique ? »

Deux réunions ont permis de croiser différentes réalités, d'établir un dialogue entre habitants et associations pour identifier des premiers points-clés qui ont contribué à répondre à ces questions.

Puis, un participant a proposé de mobiliser plus largement d'autres quartiers pour mettre en débat ces premières réflexions et construire ensemble un message fort qui donne davantage d'assurance et de moyens aux quartiers pour encourager les dynamiques locales. Une rencontre plus large a donc eu lieu avec des personnes de différents horizons (citoyens, comités d'habitants, associations et fédérations) pour poursuivre les échanges.

Enrichir et élargir les préoccupations initiales

La question de départ est bien réelle: il est nécessaire de se demander quelles sont les meilleures manières de faire pour qu'un atelier de quartier autour d'un projet spécifique puisse avoir des suites au-delà du projet visé, qu'il permette de maintenir un espace de dialogue avec les pouvoirs publics, qu'il suscite de nouvelles énergies...

Pourtant, les différentes rencontres organisées ont fait évoluer les questionnements de départ, en les élargissant à la préoccupation plus globale des dynamiques au sein des quartiers, qu'elles naissent dans le prolongement d'ateliers animés par une équipe extérieure ou qu'elles apparaissent à l'initiative d'un habitant ou qu'elles soient développées au sein d'un collectif. La question centrale est donc devenue : « *Comment arriver à impulser des énergies citoyennes ?* »

Ce document n'est pas un compte-rendu de ces temps de réflexion, mais tire des fils identifiés collectivement lors de ces moments d'échange. Ceux-ci apportent des éléments de réponse aux questionnements à partir des pratiques des uns et des autres et montrent que les dynamiques dans les quartiers sont fluctuantes, qu'elles posent de nombreux défis et ne peuvent être envisagées de manière isolée.

L'enjeu n'est pas ici de prôner l'investissement dans le quartier comme une exigence en soi, mais d'identifier comment activer des liens et des énergies potentiels, susceptibles d'améliorer la vie dans les quartiers et dans les villes.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Partir d'expériences dans les quartiers	9
Pourquoi ?	
<i>Quelles motivations pour des initiatives citoyennes ?</i>	17
Veiller à la bonne réalisation de projets décidés auparavant	
Agir, produire des résultats au quotidien	
Se connecter, se fédérer	
Eviter toute forme de culpabilité	
Avec qui ?	
<i>Quels acteurs et partenaires ?</i>	25
S'appuyer sur un groupe d'habitants	
Donner envie, aller à la rencontre d'autres habitants	
Pouvoir compter sur un interlocuteur au sein des pouvoirs publics	
Comment ?	
<i>Des moteurs pour les initiatives</i>	33
Disposer d'un lieu	
Avoir accès à un agenda et à des adresses	

PARTIR D'EXPÉRIENCES DANS LES QUARTIERS

- Se donner les moyens d'un suivi régulier
- Favoriser les éléments déclencheurs et les opportunités
- Trouver des financements
- Penser au-delà d'un seul projet
- Diversifier les modes de communication et s'amuser aussi !

Vers un foisonnement d'initiatives...

43

Au départ, des acteurs de différents quartiers, dans lesquels Periferia a joué un rôle d'animation pendant une période limitée, se sont rencontrés pour échanger leurs expériences. Quatre d'entre eux, situés sur le territoire d'Anderlecht, ont pris le temps en 2012 – sur base d'une évaluation locale, puis d'un croisement de leurs analyses – de formuler ensemble des recommandations à l'attention des élus locaux pour améliorer la participation dans les quartiers. Un autre quartier de Molenbeek s'est ensuite joint à la réflexion plus spécifique sur la façon de poursuivre la dynamique initiée dans le cadre d'ateliers autour d'un projet d'aménagement.

Les pages suivantes présentent succinctement chaque expérience et les éléments de l'analyse menée au sein de chaque quartier. La dernière page de ce premier chapitre aborde des questionnements d'autres quartiers et associations qui ont contribué aux réflexions présentées dans cette publication.

Texte rédigé par Periferia à partir de rencontres avec des associations et collectifs citoyens de différents quartiers bruxellois, ainsi qu'avec Inter-Environnement Bruxelles (IEB) et Brusselse Raad voor het Leefmilieu (BRAL).



Concevoir les aménagements des espaces publics du quartier Lemmens

ANDERLECHT, BRUXELLES

La Commune avait décidé de mettre en place un atelier pour réviser et adapter les projets d'espaces publics prévus dans le cadre du Contrat de Quartier « Lemmens ». De fin 2008 à début 2011, des ateliers ont réuni chaque mois tous les acteurs de quartier (habitants, comité de quartier, associations, services et élus communaux, professionnels de la Région et quelquefois la police). On y a analysé les problèmes du quartier, repensé la mobilité, proposé des aménagements pour des rues, des places...

Points d'attention des participants sur la démarche

- Il faudrait savoir ce qui est réellement fait des propositions élaborées dans les ateliers !
- Sans info sur les projets, on se sent abandonné, exclu. Des réunions de suivi et des informations sont indispensables. Et c'est aussi important d'être tenus informés durant les phases de travaux.
- Il faudrait des diagnostics marchants avec les élus de manière systématique, annuellement.

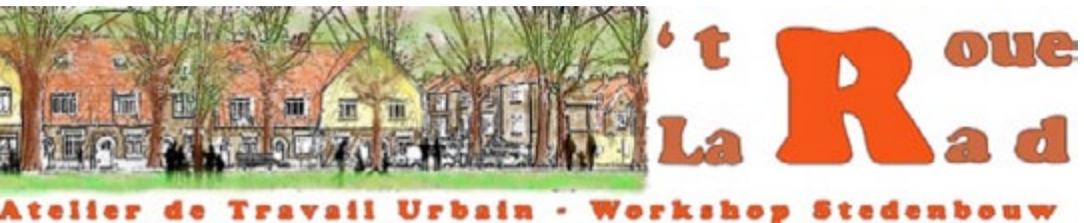
Une démarche participative à Canal-Midi

QUARTIER DE CUREGHEM, ANDERLECHT, BRUXELLES

La Commune et la Région soutiennent une démarche participative d'ensemble, via de la mobilisation et de l'information, des ateliers participatifs dans l'espace public, des événements de quartier et du renforcement des dynamiques de quartier. L'objectif est de faire du contrat de quartier durable « Canal-Midi » une démarche pensée et construite avec les habitants, les associations et les acteurs publics.

Points d'attention des participants sur la démarche

- Manque de contacts avec et entre les associations existantes.
- Garantir la mixité du public, dépasser le repli : comment toucher les habitants déconnectés de la vie sociale du quartier ? Et ceux qui vivent dans une certaine clandestinité ?
- Besoin de visibilité et de concret plus rapidement.
- Dépasser l'individuel pour atteindre le collectif.
- Faciliter le contact et la collaboration entre les citoyens et les services communaux, les techniciens et élus.
- Problème d'identification au quartier (turn-over des habitants).
- Dépasser les formes de participation classiques du type « réunions en salle » pour aller davantage vers l'action, le concret et l'extérieur (aussi pour plus de visibilité).



Un atelier pour penser le quartier de La Roue

ANDERLECHT, BRUXELLES

A partir d'un financement Beliris destiné à aménager des espaces publics dans le quartier, la Commune a mis en place un atelier pour définir conjointement les choix d'utilisation de ce financement. De juin 2009 à mai 2012, des ateliers mensuels ont permis de définir les priorités pour le quartier, des principes d'aménagement, des choix pour des projets spécifiques. Les ateliers sont aussi devenus l'occasion de mettre en valeur des initiatives locales de jeunes, d'habitants, d'associations... Progressivement un collectif a vu le jour. Il s'est développé au-delà des ateliers participatifs et est aujourd'hui inscrit dans la démarche des quartiers durables citoyens.

Points d'attention des participants sur la démarche

- Poursuivre la dynamique de l'atelier en faisant le point chaque année pour évaluer ce qui a été planifié.
- Il y a besoin de mieux savoir comment se prennent les décisions et ce qui se fait avec les éléments discutés en atelier.
- Information à améliorer, surtout pour ceux qui ne viennent pas chaque fois.

Un projet de budget participatif à Scheut

ANDERLECHT, BRUXELLES

A l'initiative de la Commission communautaire commune (COCOM) de la Région bruxelloise et avec le soutien de la Commune, la volonté était d'impliquer les personnes généralement peu entendues et peu présentes dans les processus de participation. Avec la perspective d'un Contrat de Quartier Durable (2012-2015), des ateliers et prises de contacts avec des habitants du quartier ont permis - entre autres - de formuler un projet de budget participatif (montant de 15.000 euros, versé par la Région, destiné à des projets citoyens). Il a permis aux habitants de poursuivre la dynamique et de jouir d'un nouvel outil pour réaliser les idées partagées.

Points d'attention des participants sur la démarche

- Difficulté d'impulser des dynamiques collectives dans le quartier.
- Veiller à ce qu'une diversité d'habitants participent.
- Stimuler/intégrer davantage les associations afin qu'elles jouent un rôle mobilisateur, relais.
- Privilégier des projets rapides, concrets, à forte visibilité... pour ensuite aller vers des projets de long terme.
- Développer de nouvelles voies de mobilisation et d'information.
- Sensibiliser davantage le politique à tout l'intérêt d'une telle démarche afin qu'elle soit soutenue et maintenue au-delà du contrat de quartier.



Co-construire un masterplan pour la place de la Duchesse

MOLENBEEK, BRUXELLES

Avec un bureau d'études en charge d'établir le master-plan dans le cadre du contrat de quartier, des habitants et collectifs du quartier des alentours de la place de la Duchesse ont analysé le fonctionnement de ce lieu de passage pour en faire un lieu de vie pour le quartier. Ateliers, discussions sur le marché, analyses d'autres places ont permis d'élaborer ensemble un plan pour les aménagements futurs de la place.

Points d'attention des participants sur la démarche

- Après les ateliers, il n'y a plus eu d'information ! Personne n'est au courant des avancées et décisions, ni les habitants, ni les animateurs de l'atelier.
- Un changement de majorité au collège communal peut-il remettre en cause les décisions prises par le collège précédent et donc ne pas tenir compte de ce qui a été coproduit avec les habitants ?
- Les délais avant la mise en route des travaux sont très longs (3 ans). Sans information sur les étapes en cours, on se sent oublié et on craint que le projet le soit aussi.
- Il faut au minimum prévoir une information sur le suivi du projet et les étapes en cours, même si elles ne sont menées que par les pouvoirs publics (lancement d'appels d'offres, etc.).

Des préoccupations venant d'autres quartiers

Des personnes venant de différents quartiers et associations ont fait surgir d'autres questionnements lors de la dernière rencontre :

- Un groupe d'habitants qui mène une démarche de quartier durable citoyen en région bruxelloise se demande comment associer d'autres habitants aux activités qu'ils mettent en place.
- Pour un comité de quartier très actif et qui a l'impression qu'aujourd'hui la dynamique est moins forte, la question est d'arriver à réalimenter le fond avec de nouvelles idées et de voir comment faire perdurer l'énergie.
- On est un quartier très mixte, mais on n'est pas très mélangé ! Mais qui doit s'intégrer à qui ?
- Pour les communes bruxelloises, la question de l'après contrat de quartier est cruciale.
- Un groupe de jeunes qui a initié un projet de potager collectif se rend compte qu'il fait peur au comité existant dans le quartier. Alors, comment mettre en place une communication positive au sein d'un quartier pour arriver à se fédérer autour de projets communs ? Comment créer des synergies entre les collectifs existants et de nouveaux qui se constituent ?

POURQUOI ? QUELLES MOTIVATIONS POUR DES INITIATIVES CITOYENNES ?

Des pistes pour poursuivre ou insuffler une dynamique participative

Les expériences et questions présentées ci-avant montrent que nous sommes à la croisée de deux questionnements :

- d'une part, comment garantir un suivi par rapport à une dynamique participative qui a mobilisé des habitants sur de la programmation et/ou des projets ?
- d'autre part, comment encourager les initiatives citoyennes et ainsi garantir une dynamique au sein du quartier ?

La première est directement en lien avec un processus spécifique initié généralement autour d'un projet, alors que la seconde élargit la réflexion à une préoccupation sur le long terme de l'implication des habitants dans leur quartier.

Les débats autour de ces questions ont permis de faire apparaître de nombreuses pistes, que nous présentons autour de trois axes de réflexion : « pourquoi ? », « avec qui ? » et « comment ? » poursuivre ou inciter la participation dans un quartier ?

Cette question est récurrente et il faut chaque fois s'interroger sur le sens d'une démarche participative : Pourquoi encourager telle démarche ? Qu'est-ce qu'on cherche à changer ? Quel est le sens – parfois caché – derrière l'incitation à participer ?

« Chez nous, ça fonctionne bien, on est un grand village. Mais le fond est en train de se perdre un peu... »

Ce commentaire souligne combien la question du sens n'est jamais résolue une fois pour toute, mais nécessite régulièrement d'être remise sur la table et chaque fois approfondie.

Veiller à la bonne réalisation de projets décidés auparavant

Quand on a passé des mois à penser des projets pour le quartier dans le cadre d'un atelier ou d'espaces de dialogue avec les pouvoirs publics et/ou un bureau d'études, il semble normal qu'on soit tenu informé et qu'on veuille s'assurer que les décisions collectives sont suivies.

« Pour faire perdurer une dynamique, ne faut-il pas maintenir une part d'énergie négative, voire de contrôle ou de méfiance ? »

Cette remarque peut sembler dure, et même parfois contradictoire avec le climat de confiance qu'un atelier cherche à encourager. Pourtant elle traduit cette préoccupation qu'on retrouve dans de nombreux quartiers où les habitants veulent savoir si les pouvoirs publics (ou d'autres opérateurs) vont vraiment réaliser les projets planifiés, et s'ils auront tenu compte de ce qui a été pensé avec les habitants.

D'où l'importance de disposer d'éléments qui permettent au quartier de ne pas perdre ce qui s'est dit et construit collectivement, comme des vidéos, les comptes-rendus, un tableau de bord des projets...

L'importance des comptes-rendus

Quand on n'est pas sûr d'avoir un échange direct avec les concepteurs d'un projet, faire un cahier avec les recommandations des habitants est important pour les gens, mais aussi pour garder une trace et les utiliser plus tard pour savoir ce qui en a été fait. Lire à ce sujet le document « *Rendre compte d'ateliers multi-acteurs – Des traces au service des citoyens et des pouvoirs publics* »

- Téléchargeable sur le site www.periferia.be - Onglet « Méthode/ publications »

« C'est une arme qui perdure. »



Agir, produire des résultats au quotidien

« Il faut autre chose que du débat, par exemple une dimension économique, un projet avec une solution concrète et visible. »

« Ce n'est pas juste pour causer, c'est aussi pour changer les choses. »

Il est bien clair qu'il ne s'agit pas de faire du débat une fin en soi, où les échanges se centreraient uniquement sur la dimension politique, la citoyenneté... Pourquoi ne pas travailler alors sur l'alimentation, l'habitat, la consommation... ? « *Il faut un point d'entrée précis, qui touche directement les personnes, on ne maintient pas la motivation que par du débat.* » Ici, l'idée est que l'objectif doit être en lien avec des éléments fondamentaux (habitat, santé...) sur lesquels les personnes ont un intérêt à se mobiliser car cela peut changer leur quotidien.

Plusieurs soulignent aussi l'importance de développer des projets visibles à court terme, qui permettent de « passer à l'acte » et de ne pas rester dans de l'échange d'avis.

« On a travaillé sur un potager juste à l'entrée de l'immeuble, même si on n'était que deux ou trois pour le nettoyer et l'entretenir car c'est vrai qu'il n'y a pas beaucoup de gens qui se mobilisent. Et maintenant, tous les gens qui sortent de l'immeuble viennent nous aider... c'est comme ça qu'on y arrive petit à petit. »

Réagir à des évolutions inacceptables pour (re)penser la ville

« Dans les années 70, on s'est mobilisé contre un arrêté royal d'expropriation d'urgence. Ça a mobilisé tout le quartier, ça a mobilisé le politique, on a eu gain de cause même si ça a duré des années ! »

Ailleurs, on a assisté et assiste encore à de fortes mobilisations contre l'arrivée d'un incinérateur, d'une antenne téléphonique, la construction d'un centre de réfugiés... Au-delà des effets immédiats sur le quartier, des fédérations comme Inter-Environnement Bruxelles (IEB) et Brusselse Raad voor het Leefmilieu (BRAL) lancent de nombreuses actions pour souligner et réagir contre certaines évolutions de la ville et les risques que nous courons en mettant le doigt dans un engrenage dont nous n'avons pas facilement conscience : le tout à la voiture qui obligerait l'élargissement du ring bruxellois, le développement commercial octroyant des permis pour de nouveaux centres commerciaux...

Il s'agit de menaces locales ou macros – les unes souvent connectées aux autres – qui font s'élever les voix... Dans certains cas, cela amène une réflexion au sein d'un quartier ou d'une ville qui incite à continuer de se mobiliser au-delà de toutes ces menaces, pour construire la vie ensemble de manière différente.

Liens

- IEB: www.ieb.be
- Bral: www.bralvzw.be

Une piste serait donc d'agir sur le quotidien, sur le vivre ensemble, de prévoir des choses à faire ensemble et qui produisent des résultats qui soient visibles pour tous.

Se connecter, se fédérer

« Nous sommes contents de ce que nous faisons et on a envie de le faire pour les autres, mais peut-être que les autres n'en ont pas envie... »

Tous les échanges soulignent l'envie, voire la nécessité, de se relier les uns aux autres, de faire les choses pour et avec les autres, de générer davantage de lien social. En même temps, « On peut aussi s'investir dans d'autres thématiques que le quartier, on ne vit pas que pour le quartier ! » Il peut aussi être question d'avoir plus de force quand on est à plusieurs... de faire pression lors d'une commission de concertation dans le cas d'une enquête publique... ou alors de se mobiliser au-delà du quartier ou sur d'autres thématiques transversales et enjeux sociétaux.

« **L'**important, c'est de voir que les choses se font !
C'est essentiel qu'après une discussion sur un
sujet, il y ait une réalisation, et qu'on le sache ! »

Potager temporaire lancé au pied des immeubles du square Albert 1^{er} à Anderlecht



Eviter toute forme de culpabilité

« Il faut arrêter d'être dans le devoir faire, il faut qu'on ait du plaisir. C'est comme ça que les choses vont se pérenniser. Nous, par exemple, on se retrouve une fois par mois au café et ça a un succès fou. »

On néglige souvent ces moments qui permettent aussi aux collectifs de valoriser les efforts déployés, les résultats atteints, les avancées provoquées, ou même de trouver des solutions à des problèmes rencontrés. Pourtant, ces moments sont aussi des moteurs pour la suite, pour toucher de nouvelles personnes, mobiliser d'autres énergies...

Attention donc aux exigences qu'on se fixe : « On doit participer, on doit faire de la mixité sociale, on doit, on doit, on doit... » car ça génère de la culpabilité. « C'est normal aussi de fonctionner par affinités, tout en restant ouvert et sensible aux voisins. »

AVEC QUI ? QUELS ACTEURS ET PARTENAIRES ?

Quand on parle du « qui ? », se pose la question de savoir quels sont les porteurs, voire même s'il en faut. Avec quelles alliances ou partenariats ? Puis apparaît la préoccupation de « Comment faire venir les gens dans la durée, et pas seulement ponctuellement à une activité ? »

« Mobiliser ses voisins, faire venir une personne, ça ne devrait pas être si compliqué ! »

S'appuyer sur un groupe d'habitants

« En tant que comité de quartier, c'est beaucoup plus facile de se faire entendre. »

« Pour avoir une prise sur le projet, il faut des habitants soudés, sinon tout se perd. »



Certaines dynamiques participatives ont contribué à la mise en place d'un collectif (La Roue) ou d'un comité (Duchesse) qui a voulu aller plus loin, poursuivre... D'autres organisations d'habitants n'ont pas eu besoin d'un atelier de participation pour exister. C'est souvent en opposition à un aménagement ou à des choix de mobilité qu'elles se créent ; par exemple, le comité Jacques Brel est né en réaction à l'extension de la clinique Sainte-Anne Saint-Rémy ; d'autres se sont constitués autour d'une mobilisation contre des changements de circulation, des mises en sens unique... Souvent, au-delà du motif de constitution, ces espaces ont diversifié leurs activités au fil du temps et cherchent à améliorer la vie de leur quartier de manière plus intégrale.

Donner de la visibilité aux initiatives locales

Au cours de la dernière année de l'atelier à La Roue, chaque séance commençait par la présentation d'une initiative individuelle ou collective existant au sein du quartier :

- des jeunes qui veulent améliorer l'agoraspace du parc des Colombophiles ;
- une personne qui propose une gestion collective des haies et jardins ;
- un habitant qui, avec d'autres, a mis en place le journal de quartier « Le Petit LAROUÉ » ;
- un groupe de jeunes qui projette sa vision du quartier sous forme d'un diaporama photos.

Chaque présentation a surpris les participants, soit parce qu'ils ne connaissaient pas l'initiative, soit parce qu'ils ont découvert une idée ou une énergie nouvelle ou encore parce qu'ils se sont étonnés de la manière dont d'autres perçoivent et vivent le quartier.

Cette mise en valeur des énergies locales a encouragé la constitution d'un collectif d'habitants réunissant des porteurs d'initiatives. Ce collectif s'est rassemblé autour de la formulation d'un projet de « Quartier Durable Citoyen » qui a reçu un soutien régional.



FETE DE LANCEMENT DU PROJET
OPENINGSFEEST VAN HET PROJECT



Le quartier de la Roue passe au durable
De wijk van 't Rad is naar het duurzame
beginnen over te stappen

Pour que l'organisation fonctionne, tous observent qu' « *Il faut être plusieurs pour avoir une base* ». Souvent, l'énergie d'une seule personne ne suffit pas. Si dans certains collectifs, quand l'initiateur s'en va, tout s'écroule, dans d'autres, ce n'est pas le cas et une rotation s'installe.

Ce qui montre bien que c'est possible et qu'il ne faut pas de compétence particulière. Parfois, les autres habitants qui ne font pas partie de l'organisation ont une mauvaise perception : « *Ils croient qu'on est de la commune, et ça génère de la méfiance* »

Et puis, dans certains cas, la question de la représentativité et d'une forme de légitimité se pose : « *Faut-il construire un collectif qui soit reconnu par les pouvoirs publics ?* »

Et même si cela peut paraître contradictoire avec les commentaires précédents, certains se posent néanmoins la question : « *Mais faut-il être un collectif pour se faire entendre ?* »

« **O** n n'est pas formé, mais on s'en sort ! »

« **P**arfois, un doux rêveur peut générer une super impulsion. »

L'apéro de présentation du Budget Participatif de Scheut, un moment convivial essentiel dans le processus



Donner envie, aller à la rencontre d'autres habitants

« Il y a des gens qui n'ont pas envie de se mettre dans un collectif, mais sont d'accord pour lancer un projet. » Ça montre que « se sentir porté », « toucher beaucoup de monde », « se parler entre habitants » sont autant d'éléments qui permettent de générer et/ou avoir de la motivation entre habitants.

Le défi est donc de toucher d'autres personnes, se faire connaître, ne pas rester entre soi et risquer de s'enfermer. Beaucoup se soucient d'arriver à intégrer les nouveaux habitants d'un quartier, ce qui implique des mélanges entre personnes d'origines différentes, d'âges différents... souvent avec des résultats qui ne sont pas à la hauteur des efforts investis : *« Nous, on est content de ce qu'on fait et on a envie de le faire pour les autres, mais peut-être que les autres n'en ont pas envie ? »*. Mais derrière ces notions, apparaissent d'autres questionnements : *« N'essaye-t-on pas toujours d'intégrer les autres dans notre projet, sans le requestionner ? Les quelques expériences positives que j'ai, c'est quand les nouvelles personnes ont assumé une responsabilité, une tâche. »*

Une autre manière d'envisager l'ouverture, c'est en se demandant *« Comment entrer dans l'univers des autres ? Par exemple, avec les gens qui boivent un verre sur le trottoir et qui ne vont jamais venir à nos réunions... Il n'y a pas d'autre recette que se mêler à eux, les inviter à boire un coup avec nous ou aller boire un verre avec eux. Ce n'est pas jouer la comédie, c'est rester soi-même, mais leur parler. C'est aller à la rencontre des personnes. »*

« Parfois un doux rêveur peut générer une super impulsion » mais après comment maintenir cette énergie ? Une des pistes évoquées par plusieurs est de se mettre dans une attitude pour « soutenir et mettre en évidence les capacités des habitants » et arriver à « passer le flambeau à des plus jeunes ». Même si certains sont moins optimistes – « Les gens sont plein d'idées, mais au moment de les mettre en œuvre, ils ne sont plus disponibles » – le parti pris reste de construire à partir de ce que chaque personne apporte comme énergie et projets.

Oser initier une démarche

« En 2001, je me suis énormément impliquée dans le comité de quartier pour amener de la convivialité (barbecue, quartier vert, appel à projets...). Puis après six-sept ans, je n'arrivais plus à assumer et de plus, on me voyait comme personne-ressource pour résoudre tous les problèmes du quartier, on me voyait un peu comme une personne qui travaillait à la commune. J'ai décidé d'arrêter une telle implication et ai essayé de trouver des personnes pouvant prendre la relève, mais personne n'a voulu ! Malgré tout, c'était une très belle expérience et ce qu'il reste de tout ça, c'est que les gens se parlent beaucoup plus qu'auparavant. »

Pouvoir compter sur un interlocuteur au sein des pouvoirs publics

« On a besoin d'information et de communication de la part de la commune. »

« Il faut une personne de contact à la commune, notamment pour avoir accès à l'information, mais aussi pour faciliter les démarches et activités dans les quartiers. »

« C'est important d'initier un processus avec un acteur externe, puis d'avoir un relais à la commune », comme dans le cas d'un atelier qui a été animé par une association extérieure. Mais c'est sur cette deuxième phase, après l'atelier que des incertitudes subsistent et que, finalement, il n'existe pas beaucoup d'exemples où les acteurs publics ont pris le relais, ce qui amène à « voir les pouvoirs publics comme un soutien ou comme une source de méfiance » selon les moments.

L'expérience de plusieurs collectifs s'est traduite par une pression de la part de groupes d'habitants pour obtenir de la commune :

- la communication qui constitue un des enjeux pour la pérennisation : « comme les toutes-boîtes, ça marche plus ou moins, on a exigé que la commune mette des affiches à des endroits stratégiques » ; mais aussi de l'information sur les projets en cours ou à venir, les explications des calendriers de réalisation... ;

COMMENT ?

DES MOTEURS POUR LES INITIATIVES

- un interlocuteur stable au sein de la commune qui connaisse bien le dossier et soit en capacité de répondre et d'agir.

Au-delà de l'accès à l'information, un participant propose de « *mettre en place des interfaces dans les deux sens, qui pourraient être assumées par des maisons de quartier, des maisons de la participation... Ces interfaces auraient deux rôles : d'une part, inciter la population à venir aux moments organisés par la commune ; d'autre part, être à l'écoute des gens pour qu'ils puissent venir y faire des propositions ou attirer l'attention sur des points à développer...* ». Il y a donc lieu de trouver/créer ces espaces pour « *ne pas attendre que les pouvoirs publics viennent à nous* ».

La préoccupation est de savoir « **comment continuer à garder cette énergie qui s'est mise en place ?** », voire dans certains cas comment encourager l'émergence d'initiatives citoyennes une fois qu'on a défini le « **pourquoi ?** » et le « **avec qui ?** ».

Ci-dessous différentes pistes sont présentées, sans qu'il ne s'agisse d'une liste exhaustive, ni d'une incitation à toutes les appliquer ! En fonction de la réalité du quartier, du collectif, certains éléments trouveront sans doute davantage d'écho.

Disposer d'un lieu

« Disposer d'un lieu, ça ne doit pas nécessairement être un local. Ça peut aussi être un potager. C'est un espace d'autonomie et de délibération du quartier. »

On souligne aussi l'importance d'un local pour afficher des infos, se réunir et organiser des activités ouvertes à tout le quartier ; les espaces publics pouvant être une bonne alternative, tout en restant fonction des aléas du climat.

« De plus en plus, dans les quartiers, les cafés disparaissent, les wasserettes disparaissent, les librairies disparaissent... pourtant ce serait des endroits où on pourrait relayer ce qui se passe dans le quartier. »

« On tient un bar-restaurant en coopérative : on l'a fait à Rennes et on va le faire en milieu rural. Il en existe une vingtaine dans les alentours de Rennes et je crois en ces lieux comme espaces de rencontre. On va vers les gens, il y a le prétexte de boire un café, de manger... Puis il y a des affiches au mur pour présenter des événements. »

BabbHelmet: un moment de rencontre convivial à Schaerbeek (Bruxelles)



Finally, having a place is necessary, but one can be creative and imagine everything, like BabbHelmet which has become the meeting place thanks to the force of the invented word! Whatever its form, « *avoir cet espace, ça permet de prendre le temps et ça facilite des victoires sur des petites choses. Et c'est important, sinon on culpabilise parce qu'on n'arrive pas à changer le monde.* »

Avoir accès à un agenda et à des adresses

Dans le cas d'une démarche de participation organisée et, avec la présence d'un animateur extérieur, il est indispensable de prévoir :

- un agenda commun défini à la fin du processus, avec les grandes étapes et réunions prévues, que ce soit avec ou sans les pouvoirs publics ;
- un listing d'adresses pour que la communication et la mobilisation puissent continuer ; si c'est l'animateur extérieur qui gère ce listing, il le transmettra à l'équipe/personne des pouvoirs publics en charge de la suite du processus (par exemple, une maison de la participation, une maison de quartier...).

On pourrait aussi profiter d'un dernier atelier pour aborder, avec tous les acteurs, les craintes, les idées et les envies pour que la dynamique se maintienne, ou imaginer ensemble des manières d'assurer l'information, les réseaux à activer, les endroits où afficher, etc.

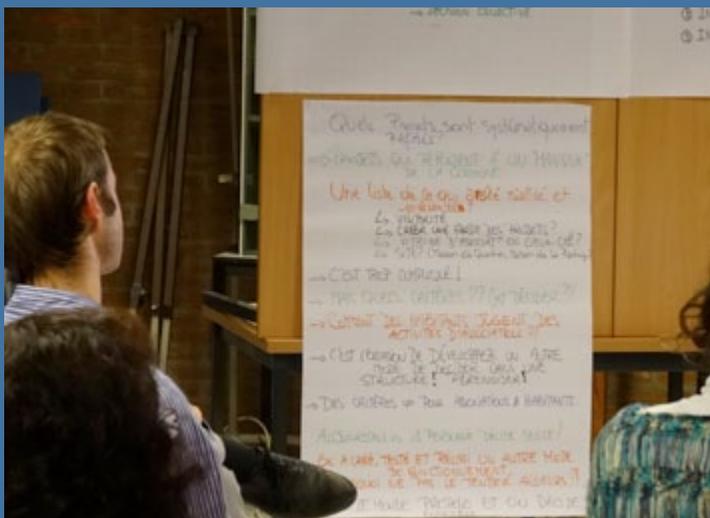


Ailleurs, là où il n’y a pas d’ateliers organisés avec les pouvoirs publics autour d’un projet spécifique, se constituer un carnet d’adresses et un calendrier commun restent des éléments importants.

La révision annuelle des règles du budget participatif

A Scheut, les habitants sont directement impliqués dans l’élaboration des étapes et des règles du budget participatif. Chaque année, une assemblée de quartier fait le point sur la manière dont s’est passé le processus au cours de l’année précédente, et décide des adaptations à faire. « On sait que si ça ne marche pas, on pourra rectifier le processus pour l’année suivante. » Ainsi, un nouveau règlement est défini annuellement.

« Ça permet aux habitants d’amener des questionnements, des analyses, de développer des stratégies, année après année, de manière à accumuler un sacré bagage pour poursuivre cette évolution après le départ des animateurs. »



Se donner les moyens d’un suivi régulier

« Si on veut que quelque chose perdure, il faut le penser vraiment en amont. Ça veut dire qu’il faut habituer les gens à des réunions, peut-être chaque année, qui permettent de faire le point sur là où on en est. »

On observe que dans les quartiers où des dynamiques de participation sont mises en place, les habitants et associations soulignent l’importance de ce suivi régulier : refaire annuellement un diagnostic en marchant avec les élus, actualiser ensemble le tableau de bord avec tous les projets du quartier... Cela permet de passer d’un diagnostic initial, à une analyse de ce qui a été fait (ou non), mais aussi à ce qu’on veut faire à l’avenir.

L’intérêt est également de pouvoir identifier plus facilement les « aspects qui coïncent » et les objectifs qu’on ne parvient pas à atteindre. On peut alors envisager de se tourner vers de nouvelles pistes, des partenaires extérieurs ou imaginer une autre répartition des rôles. Par exemple, si on se rend compte que la communication écrite ne fonctionne pas et que les flyers ne sont pas suffisants, on peut programmer des « temps animés » dans le quartier, inviter les voisins à participer aux activités, à un atelier...

Favoriser les éléments déclencheurs et les opportunités

« A La Roue, la visite dans une cité-jardin de Forest a été un élément déclencheur décisif pour la mise en place du collectif. » Aller voir ailleurs peut alors devenir source d'inspiration et de mobilisation. « Se rendre compte qu'ailleurs, ils ont osé et que ça marche, alors pourquoi pas ici ? »

L'arrivée d'un projet, d'un investissement, d'un contrat de quartier... sont autant d'opportunités qui peuvent donner envie de se réunir pour soutenir ou s'opposer à une action. « Dans le quartier de Scheut, le fait de mettre un budget sur la table sans affectation préalable a ouvert de nouvelles possibilités. »

Trouver des financements

« Pour rester en mouvement, nous allons chercher d'autres appels à projet, on lit tout ce qui passe, toutes les newsletters. On est gourmand, mais ça donne de la dynamique. »

Plusieurs organisations d'habitants ont mobilisé des ressources extérieures pour faire vivre leurs projets. Des collectifs ont bénéficié et bénéficient encore d'un appui via l'appel à projets régional Quartiers Durables Citoyens. Un autre comité a réalisé une colonne d'information avec le soutien 'Quartiers de vie' de la Fondation Roi Baudouin.

Au final, l'important, c'est d'avoir « des moyens qui motivent, mais pas que financiers ». « On a senti que les gens entraient dans notre projet, y croyaient. Nous nous sommes senties soutenues, poussées. Alors on s'est dit : On y va ! »

Attention aux exigences des appels à projet

« Nous sommes formatés par les appels à projet et on doit répondre à des questions qui ne correspondent pas à la dynamique réelle des quartiers. Par exemple, on nous oblige à toucher d'autres gens et à chiffrer le nombre de personnes qu'on touche. » Personne ne remet en cause le bien fondé de l'ouverture à d'autres personnes du quartier. Par contre, sa traduction sous forme de chiffres amène parfois à des préoccupations de l'ordre du contrôle, qui peuvent aller à l'encontre de la dynamique ou de la convivialité recherchées.

Par nature, un appel à projets se fait autour d'un sujet ou d'une dimension et définit des critères de sélection plus ou moins rigides. « Par son format, tout appel à projet est déjà fermé à certains types d'initiatives ; mais, dans le cas de Quartiers Durables Citoyens, il existe des espaces qui permettent de questionner ce format. »

Penser au-delà d'un seul projet

La vie dans un quartier étant faite de nombreuses facettes, il n'est pas difficile qu'un collectif s'occupe de plusieurs thématiques, « *même s'il faut veiller à la fragmentation que peut entraîner une multitude de projets* ».

Ici aussi, on voit que la logique de fonctionnement par projet peut générer des difficultés. « *Ça dépend comment on a défini le projet de départ. Souvent, puisqu'il a un terme, tout s'arrête une fois que c'est fini. Mais si on définit une perspective de manière plus abstraite, ça permet de réaliser plusieurs actions et une fois qu'une première partie est conclue, il reste tous les autres aspects du cadre qu'on s'est défini au départ.* » L'idée est donc de définir un cadre large et souple au départ pour pouvoir s'adapter aux différentes conditions et garantir une continuité.

« J'aime bien l'image du potager car tout ne sort pas en même temps : semons différentes choses et ne nous enfermons pas dans une seule culture. »

Diversifier les modes de communication et s'amuser aussi !

« L'important, c'est le visible, mais en termes de communication c'est quand même le dialogue direct qui fonctionne le mieux. »

« Nous, on a trouvé un prétexte pour que les gens se retrouvent naturellement : au départ, ça a été le bio, pour le plaisir de manger ensemble, sans aucune obligation, sans imposer des projets, puis des choses naissent... »

Ici, le message est clair : il faut passer par d'autres modes d'expression et de communication. Pas que du débat, mais aussi des expos, des contacts personnels, des temps informels, une présence ou un événement en rue, des moments « apéros » ou autres qui soient plus conviviaux...

VERS UN FOISONNEMENT D'INITIATIVES...

Souk Associatif à Saint-Josse organisé par la Compagnie des Nouveaux Disparus qui réunit citoyens et associations



De nombreuses démarches se construisent autour des identités culturelles, professionnelles... Par contre, le constat est unanime : ces initiatives ne se rencontrent pas assez, ne dialoguent pas beaucoup ! « Rien qu'au niveau associatif, il y a déjà tellement d'initiatives différentes ! Et donc, ce type de moment et de rencontre comme on a maintenant, est important pour prendre le temps de partager nos expériences, se connaître et faire des liens entre nous. » D'ailleurs, à Bruxelles, le BRAL a décidé d'explorer la question des initiatives citoyennes, leur repérage et les barrières qui existent et limitent leur développement.

« On peut se donner la liberté d'être entre nous, sans toujours vouloir se forcer à faire des liens partout et à tout moment, mais en ayant cette curiosité pour aller à la rencontre des autres et de nouvelles initiatives, pour voir où on peut se croiser et comment générer des synergies. »

Il suffit d'ouvrir les yeux

Différentes thématiques ont été évoquées, comme les potagers qui sont à la fois des opportunités pour s'alimenter et se rencontrer, mais aussi la question du logement et la nécessité de répondre à des besoins vitaux. Une conclusion est d'affirmer que « il faut plus d'initiatives qui touchent davantage l'économique ».

« Mais, est-ce qu'il existe des initiatives d'habitants qui peuvent se développer sans l'appui des pouvoirs publics ? Ou n'a-t-on simplement pas les yeux pour les voir ? En tant

que professionnelle, je suis trop formatée et je n'arrive plus à voir certaines initiatives : par exemple, si je m'occupe d'un projet qui m'amène à travailler sur les jardins bios, je deviens alors vite aveugle à ce qui se passe juste à côté et qui n'a rien à voir avec le bio. Pourtant, je crois qu'il existe beaucoup d'initiatives d'habitants, mais il faut les rendre plus visibles ! »

Et pourtant...

« Les gens ne sont pas obligés de participer ! Il y a des tas de personnes qu'on n'arrive pas à mobiliser et en même temps il se passe plein de choses. » Ce constat est important à souligner dans la mesure où il ne peut s'agir d'une obligation ou de toute forme de pression morale qui sous-entendrait que tout le monde doit s'engager dans son quartier. Comme cela a été dit, il existe de nombreuses autres sphères d'engagement citoyen.

A force d'encourager des initiatives citoyennes dans tous les quartiers, n'est-on pas en train de tous faire la même chose, chacun de son côté ?

Et, même si c'est utile, comment se renforce-t-on ?

Et n'est-il pas utile de passer à une autre échelle ?

Question d'échelle

« Si on parle de projets macro, on est tout de suite dans des dispositifs plus technocratiques qui sont parfois loin des citoyens ou peu accessibles, même s'ils ont été pensés dans une perspective de démocratie urbaine. Par exemple, les commissions de concertation sont souvent occupées par des associations. Pourtant elles sont accessibles à tout citoyen et pas uniquement ceux du quartier concerné. Alors, pourquoi ne pas mobiliser des citoyens de différents quartiers sur certaines commissions dont les enjeux macros sont importants ? »

Bien sûr, on a souligné qu'il était souvent « plus facile de mobiliser les gens sur des questions locales. » Pourtant, en abordant la notion d'échelles, on s'est demandé si des formes de regroupement entre différents quartiers n'aideraient pas à une continuité des dynamiques et mobilisations. « Oui pour une dimension inter-quartiers, mais sans chercher à homogénéiser ! » « Et oui aussi pour se réunir entre quartiers chaque année, pour se renforcer, échanger, s'inspirer...sans pour autant chercher automatiquement à se fédérer. »

« Il faut expérimenter pour avancer. »



Periferia

Periferia promeut la mise en place d'espaces publics de débat, qui visent à construire collectivement le développement urbain et nos modes d'organisation sociale en croisant les points de vue de personnes occupant des rôles différents par rapport à ces éléments : citoyens habitants, locataires ou propriétaires, usagers transitoires, élus et techniciens de la ville.

Pour ce faire, l'association met en œuvre des actions valorisant et encourageant la capacitation citoyenne de collectifs pour prendre part au débat et agir sur leur environnement. De cette manière, Periferia cherche à rétablir l'influence des points de vue d'acteurs généralement oubliés sur les décisions d'intérêt général.

**Retrouvez cette publication ainsi que toutes les autres
en ligne sur www.periferia.be**